

Combien coûte la rentrée scolaire en France ?



Les dépenses de rentrée scolaire constituent une part importante du budget des familles. Selon l'enquête annuelle de la [Confédération Syndicale des Familles](#) (CSF), à laquelle 341 familles ont participé en 2024, 15% déclarent que ces dépenses constituent une difficulté, et le taux grimpe à 40% pour les familles monoparentales, particulièrement fragiles financièrement.

Selon la CSF, le coût global de la rentrée scolaire en France a diminué de 6,8% cette année, mais cette baisse ne compense pas les hausses des années précédentes (4,3% en 2022 et 11,3% en 2023). De manière générale, les dépenses de rentrée scolaire restent importantes : 236€ en moyenne par élève à l'école primaire, 324€ au collège et 398€ au lycée.




La CSF note que l'allocation de rentrée scolaire (ARS), versée sous conditions de ressources aux familles,

Écrit par le 22 novembre 2024

ne couvre pas les dépenses liées à la scolarité tout au long de l'année, en particulier au collège et au lycée, où environ les trois quarts de son montant sont dépensés dès la rentrée.

La lourde ardoise de la rentrée scolaire

Coût de la rentrée scolaire par niveau et montant de l'allocation de rentrée scolaire pour 2024-2025

	Coût moyen de la rentrée scolaire*		Montant de l'ARS**
Primaire 	236 €	6 à 10 ans	416,40 €
Collège 	324 €	11 à 14 ans	439,38 €
Lycée 	398 €	15 à 18 ans	545,60 €

* Hors dépenses supplémentaires tout au long de l'année.

** L'allocation de rentrée scolaire est versée sous conditions de ressources.

Sources : Confédération Syndicale des Familles, ministère de l'Éducation nationale



statista 

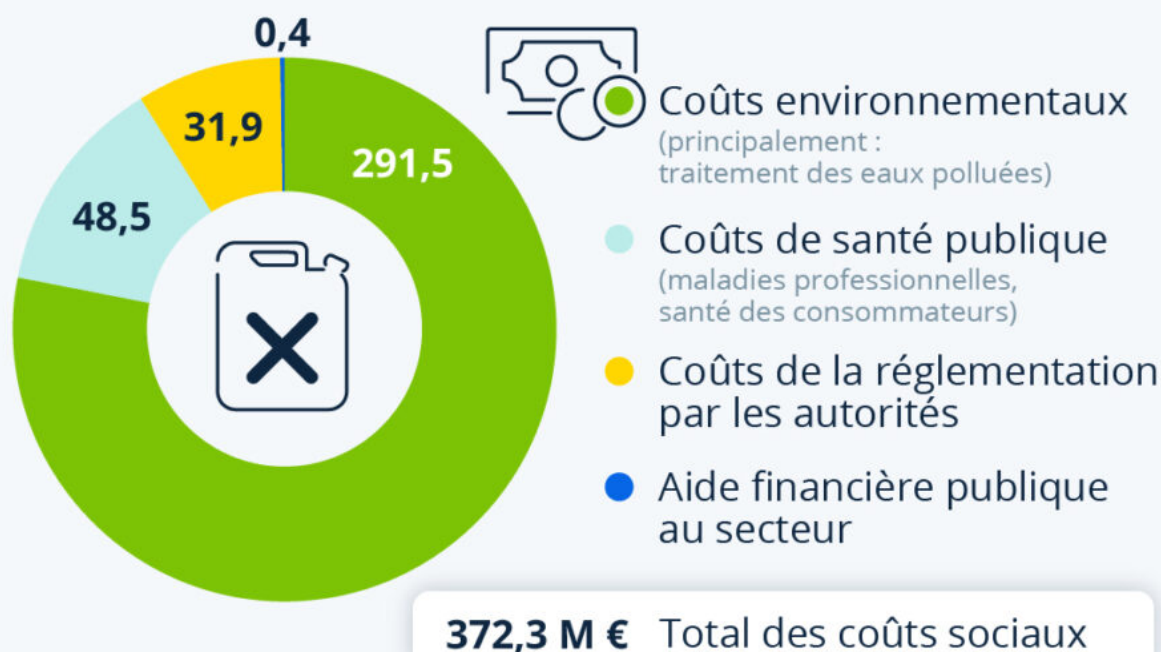
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Quels sont les coûts sociaux de l'usage des pesticides ?

Ecrit par le 22 novembre 2024

Quels sont les “coûts cachés” des pesticides ?

Estimation des coûts sociaux attribués à l'utilisation des pesticides en France, en millions d'euros par an



Les montants indiqués correspondent à la fourchette basse de l'estimation.

Source : “The social costs of pesticide use in France”, Alliot et al. dans Frontiers (2022)




Annoncé lundi 6 mai par le gouvernement, le nouveau plan de réduction de l'[utilisation des pesticides](#) en France (Écophyto 2030) est fortement critiqué par les associations de protection de l'environnement. Si l'objectif de réduction de 50 % de l'usage des produits phytosanitaires dans l'agriculture d'ici à 2030, affiché depuis 2008, est conservé dans le plan, le mode de calcul des quantités utilisées, lui, va changer, ce qui est décrié par les ONG environnementales. « [Le nouveau mode de calcul] a un effet masquant sur

Écrit par le 22 novembre 2024

la quantité. Ce changement n'est pas honnête et jette le trouble sur ce plan », a notamment estimé Dominique Potier, député socialiste et rapporteur de la commission d'enquête sur le plan Ecophyto. Une des autres critiques du plan concerne l'enveloppe de 20 millions d'euros par an prévue pour aider les collectivités locales dans le traitement des eaux polluées, un chiffre qui, selon les professionnels du secteur, est très inférieur aux investissements nécessaires.

Dans une [étude](#) sur les « coûts cachés » des pesticides publiée en 2022, une équipe de chercheurs a estimé les montants engagés par les pouvoirs publics en France pour faire face aux [impacts sanitaires](#) et environnementaux néfastes de l'usage de ces produits en agriculture, ainsi que leurs frais de gestion (réglementation, etc.). D'après les calculs, les coûts sociaux attribués à l'utilisation des pesticides en France s'élèveraient au total à plus de 370 millions d'euros par an, ce qui correspond à la fourchette basse de l'estimation. Les coûts environnementaux sont de loin ceux qui pèsent le plus lourd dans la balance : plus de 290 millions d'euros par an, dont au moins 260 millions alloués rien qu'au traitement des eaux polluées par les produits phytosanitaires.

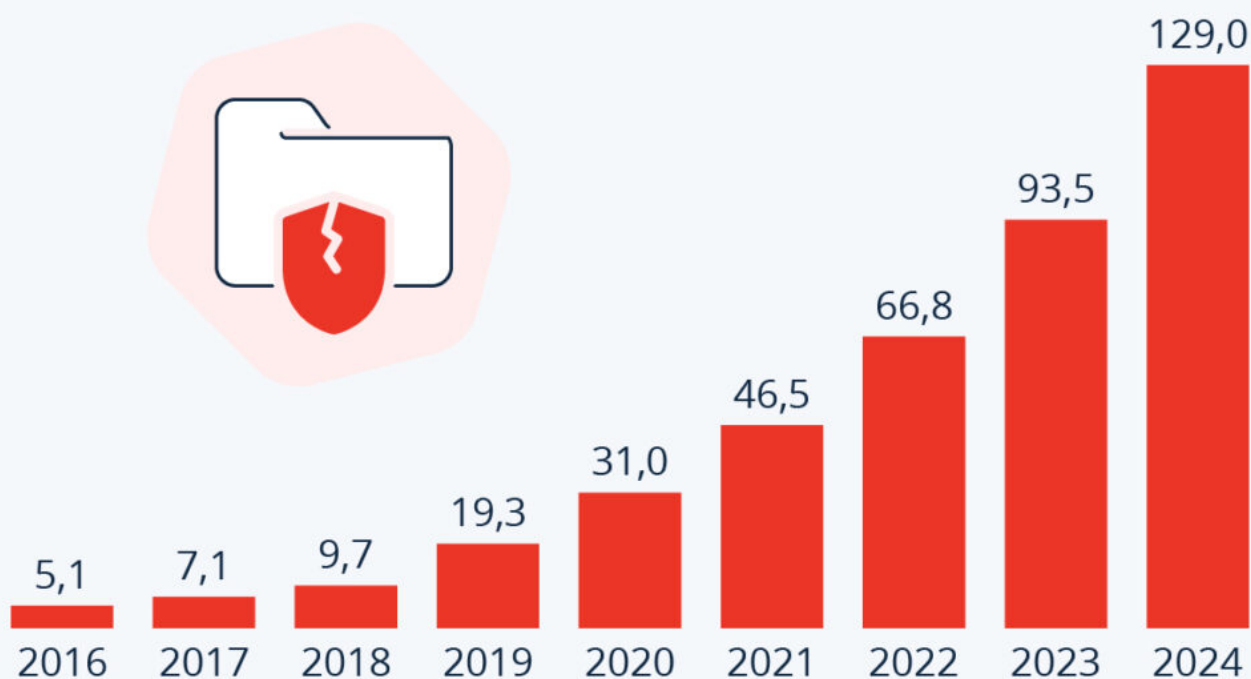
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Le coût de la cybercriminalité explose en France

Ecrit par le 22 novembre 2024

Le coût des cyberattaques explose en France

Estimation du coût annuel de la cybercriminalité en France, en milliards de dollars américains



Source : Statista Technology Market Insights



statista 

Le coût annuel de la cybercriminalité en France est aujourd'hui évalué à plus de 100 milliards d'euros. Selon les dernières estimations issues des [Technology Market Insights](https://www.statista.com/technology-market-insights) de Statista, le coût total des cyberattaques et autres actes malveillants en ligne devrait atteindre 129 milliards de dollars américains dans le pays en 2024 (soit environ 119 milliards d'euros), contre près de 94 milliards de dollars l'an passé.

Ecrit par le 22 novembre 2024

Comme le retrace notre infographie, le coût de la [cybercriminalité en France](#) a littéralement explosé ces huit dernières années. En 2016, ce chiffre n'était évalué qu'à 5,1 milliards de dollars, avant de connaître une hausse moyenne de plus de 30 % chaque année. Cette tendance va de pair avec la [multiplication](#), la diversification et le perfectionnement des cyberattaques au cours de la période étudiée.

D'après l'édition 2024 du [baromètre du CESIN](#), près d'une entreprise française sur deux a été victime d'une [cyberattaque](#) avec un impact significatif l'an dernier. En outre, le [cyberespionnage](#) représenterait un risque élevé pour deux entreprises sur cinq (toutes industries confondues). Les auteurs du rapport soulignent notamment « la complexité croissante du paysage de la cybersécurité, avec des attaquants qui ajustent leurs tactiques ».

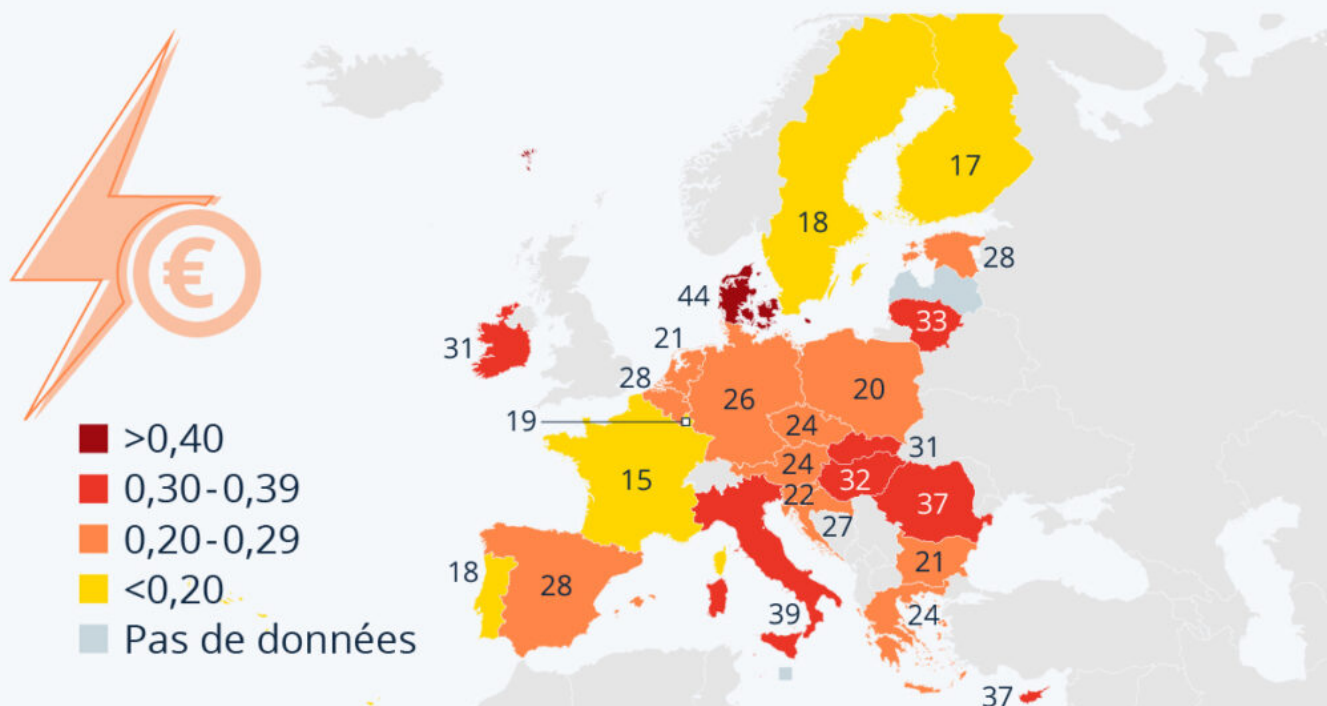
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Prix de l'électricité : ce que payent les entreprises en Europe

Ecrit par le 22 novembre 2024

Prix de l'énergie : ce que payent les entreprises en Europe

Prix de l'électricité pour le secteur non résidentiel dans l'UE, au 2e semestre 2022 (en centimes/KWh) *



* Taxes et redevances incluses, prix moyen pour tous les niveaux de consommation.
Source : Eurostat




Les [prix de l'électricité](#) pour les industriels et le secteur privé varient parfois considérablement d'un pays à l'autre de l'Union européenne, ce qui peut donner un avantage à certaines entreprises face à la concurrence internationale.

Selon les données d'[Eurostat](#), au deuxième semestre de l'année dernière, le Danemark et l'Italie étaient

Écrit par le 22 novembre 2024

en tête de la comparaison européenne, avec un prix moyen de respectivement 44 et 39 centimes d'euro par kilowattheure pour le secteur non résidentiel. À l'inverse, l'électricité était la moins chère en Finlande (17 centimes/kWh) et en [France](#) (15 centimes/kWh).

Outre-Rhin, la première [puissance industrielle d'Europe](#) affichait de son côté un prix moyen de 26 centimes/kWh. L'Allemagne envisage actuellement d'instaurer un tarif spécial pour l'électricité à usage industriel, avec des discussions autour de la mise en place d'un bouclier tarifaire jusqu'en 2030 pour les industries les plus énergivores frappées par la hausse des coûts.

Tristan Gaudiaut, Statista.